

Chances de régularisation

Nombre de dossiers déposés: 1.480. Lors d'une conférence de presse jeudi dernier, le ministre du travail François Biltgen a estimé que la plupart de ces dossiers seraient acceptés. Cela représente presque 3.000 personnes régularisées... si, au bout de six mois, elles ou leurs familles peuvent présenter un contrat de travail "stable".

Le ministre a promis de la souplesse dans l'évaluation des dossiers: pour qu'une atteinte à l'ordre public donne lieu à un refus, il faut qu'elle soit grave. Même une vingtaine de demandes avec faux papiers ont été retenues pour un examen tenant compte de circonstances atténuantes. François Biltgen a réaffirmé son intention de poursuivre les patrons ayant licencié des travailleur-se-s au noir plutôt que de les régulariser. "A la suite de cette régularisation, nous allons intensifier la lutte contre le travail au noir", a-t-il annoncé.

Est-ce que le bilan est satisfaisant? Le ministre indique qu'il n'a jamais cru aux estimations avançant des chiffres de 8.000 clandestins. "Il peut subsister des travailleurs au noir, mais pas beaucoup", affirme-t-il. Y aura-t-il des expulsions? "Oui", dit François Biltgen, "mais d'abord nous invitons les personnes à quitter le territoire. Maintenant qu'il est clair que certains groupes de personnes ne seront pas régularisés, ces personnes vont s'accomoder du retour volontaire."

Manuel Malheiros du CLAE n'accepte pas cette non-régularisation: "Il faut d'abord que la Commission Spéciale Immigration étudie le sujet des groupes exclus." Effectivement, il serait absurde d'expulser des personnes qui sont ici, pour faire ensuite appel à une nouvelle immigration à cause des besoins en main d'oeuvre. Ce même argument est d'ailleurs avancé par François Biltgen quand il s'agit de proposer des emplois à ceux et celles qui correspondent aux critères du gouvernement: "Avant de discuter 'nouvelle immigration' avec les patrons, j'exige qu'ils donnent une chance à ceux que nous avons régularisés."

Tiertransporte: Der Minister ist erwacht

Endlich liegt die Antwort von Landwirtschaftsminister Fernand Boden auf Camille Giras Question Parlementaire zu den Tiertransporten vor. Seit März dieses Jahres hatten sich TierschützerInnen und grüne Abgeordnete darüber beschwert, dass nicht energisch genug gegen Schweinetransporte aus den Niederlanden, die unter illegalen Bedingungen Luxemburg durchqueren, vorgegangen werde. Der Minister erklärt, die meisten dieser Transporte verstießen nur gegen den Code de la Route, insofern sie überladen seien. In den anderen Fällen werde seiner Meinung nach ein Transitverbot auch nichts helfen, weil die Firmen dann Luxemburg einfach umfahren würden. Des Weiteren berichtet Fernand Boden von seinen Kontakten mit seinem niederländischen Amtskollegen und von Plänen, die Zusammenarbeit mit dem niederländischen Veterinärdienst zu intensivieren.

Entgegen der Gepflogenheiten hatte Fernand Boden noch vor Beantwortung der schriftlichen Question Parlementaire in der Chamber ähnliche Aussagen auf eine Gefälligkeitsfrage seines Parteikollegen Nicolas Strotz hin gemacht. Beide hatten die Gelegenheit genutzt, über die WOXX herzuziehen: In der Tat hatten wir in Nummer 594 die Vorwürfe gegen den Minister aufgezählt und dabei angeführt, er habe eine tierfreundliche EU-Ratserklärung nicht unterstützt. Fernand Boden stellte klar, er habe diese Erklärung unterstützt und sich schon immer gegen die vielen Tiertransporte eingesetzt. Dieser Einsatz war wohl wenig überzeugend, denn selbst der Berichterstatter des Luxemburger Wortes hatte nicht mitbekommen, dass Luxemburg für die Erklärung gestimmt hatte.

Wir stellen diesen Punkt jedenfalls gerne richtig und würden uns freuen, wenn der Minister gegen tierquälische Transporte auch nur mit einem Bruchteil jener Energie vorgehen würde, die er gegen eine unliebsame Berichterstattung an den Tag legt.

PROMOTION DE LA PRESSE ECRITE

Aider les riches

En quelques années l'aide directe à la presse a doublé. Les deux tiers de l'aide sont versés au deux grandes maisons d'édition, l'Imprimerie St. Paul (ISP) et Editpress.

(ergué) - La solidarité au Luxembourg a son prix: pour permettre aux plus petits de survivre, l'Etat ouvre généreusement les vannes et inonde tout le monde de ses subventions, indépendamment des besoins.

La loi sur l'aide directe à la presse écrite (rebaptisé en 1998 loi sur la promotion de la presse écrite) en est un exemple typique: Créée en 1976 par une majorité bleu-rouge pour venir en aide à la presse locale dont seul le "Luxemburger Wort" était éco-

nomiquement viable, elle récompense le nombre de pages rédactionnelles publiées sur un an par les quotidiens et hebdomadaires "reconnus". Un système d'apport fondamental identique pour chaque publication et un plafonnement des pages retenues pour le calcul faisait que les deux grands, à savoir le Wort et le Tageblatt, n'obtenaient même pas la moitié de l'aide déboursée.

Entretemps la donne a changé: l'éditeur du Wort a repris le Télécran et Editpress publie à côté du "t" le Jeudi. Mais ce qui a fait changer le rapport entre les grandes et petites éditions, c'est le déplafonnement de l'aide. Celle-ci est d'ailleurs devenue "promotion", car le gouvernement avait au moins la décence de ne plus vouloir "aider" ceux qui sont déjà riches.

En 2000 la situation s'est présentée ainsi: le Wort a reçu 46,8 millions de subventions, le Télécran 10,6, le "t" 35,4, le Jeudi 9,0 (donc au total 101,8); le reste (54,4) se répartit entre le Journal (18,5), la Zeitung (11,1), la Revue (10,4), le Land (7,6) et Woxx (6,8). Une autre conséquence du déplafonnement: la ligne budgétaire relative à la promotion de la presse n'est plus limitée et évoluera surtout en fonction des appétits des deux grands à rajouter des pages à leurs pavés quotidiens.

Le 14 juillet le directeur général de l'ISP, Paul Zimmer, a publié au Wort une virulente attaque contre Editpress. En effet, dans une tribune libre parue dans le

"t", l'ISP avait été attaquée à cause des millions que la maison d'édition obtenait de la part de l'Etat. Alors que cette polémique s'inscrivait dans le contexte de la discussion entre séparation de l'église et de l'Etat (et des transferts financiers qui l'accompagnaient), Zimmer démontre que Editpress aussi est un grand bénéficiaire de cette aide. Mais il vise plus loin et sort le vieil argument comme quoi l'aide par exemplaire distribué n'est que de 1,9 LUF pour le Wort, alors que le t en reçoit 6,9 et le jeudi même 50,7. Miraculeusement, le Wort devient ainsi le moins gourmand des bénéficiaires.

Or on peut lire autrement ces chiffres: Sans aide, le Wort ne devrait augmenter ses tarifs que de quelques francs pour combler le défaut de recette, alors que toutes les autres publications deviendraient invendables.

Zimmer met en garde: ne vous attaquez pas au mode actuel de distribution des subventions, sinon vous mettez en question le principe même.

Un combat d'éléphants qui se fait au détriment des plus démunis: pour ces derniers il s'agit vraiment d'une aide, sans laquelle leur parution serait largement mise en cause. L'erreur de départ, en 1976, était de ne pas limiter l'aide à ceux qui en ont vraiment besoin. Zimmer le reconnaît d'ailleurs implicitement quand il écrit que sa maison ne s'est jamais plaint du mode de distribution ...

**ARMEE-PROPAGANDA**

Abenteuerliche Imagepflege

Werbung auf Unimessen, an Schulen und neuerdings auch spielerisch im Gelände: Bei ihrer Personalsuche macht die Armee vor Minderjährigen nicht halt. Die Jugendministerin hat grundsätzlich nichts dagegen.

(ik) - Kartenlesen, Selbstverteidigung für den Ernstfall proben, sogar Schießübungen mit dem Luftgewehr - eine Woche ist es her, dass Mädchen und Jungen im Alter von 15 bis 17 Jahren im Rahmen eines so genannten "Abenteuer-Jugendcamps" von Armeeangehörigen unterrichtet wurden. Die "kooperativen Abenteueraktionen", von der Gemeinde Steinsel in Zusammenarbeit mit der luxemburgischen Armee und dem nationalen Jugenddienst (SNJ) für diesen Sommer im militärischen Ausbildungszentrum Herrenberg organisiert, lösten scharfe Kritik bei den Grünen und "Déi Lénk" aus. Ihr Hauptvorwurf: Das Camp sei ein neuer Versuch der Armee, im Rahmen eines "Propagandafeldzuges" angesichts massiven Personalnotstands für neue Soldaten zu werben. Dabei mache sich die Regierung respektive der dem Jugendministerium zugehörige SNJ zur Komplizin einer europäischen Militarisierung.

"Nein", wehrt Marie-Josée Jacobs die Vorwürfe ab. "Wenn irgend jemand daran gedacht haben sollte, das Camp als Rekrutierungsmaßnahme zu nutzen,

dann hätten wir diese Veranstaltung sicher nicht gemacht."

Obwohl in den Nachbarstaaten eine Zusammenarbeit auf erzieherischer Ebene zwischen Jugendbehörden und Militär nicht vorgesehen, zum Teil sogar gesetzlich unzulässig ist, wirft die Familien- und Jugendministerin KritikerInnen des Camps vor, das "Ganze zu eng zu sehen". Armee und Jugenddienst hätten hierzulande bereits in anderer Sache kooperiert. Bisher habe noch nie jemand "etwas dabei gefunden".

Dass Minderjährige in dem einwöchigen Kurs ein allzu positives Bild von der Armee erhalten könnten, ist für die CSV-Politikerin kein Problem. Mit den konkreten Inhalten des Abenteuer-Programms zwar selbst nicht vertraut, baut Jacobs auf die pädagogischen Fertigkeiten ihrer SNJ-Mitarbeiter. Diese seien "nicht blind" und hätten den Veranstaltungsplan "sorgfältig ausgesucht".

Ähnlich argumentiert Frantz Charles Muller. Der Direktor des Jugenddienstes betont gegenüber der WOXX, die Mitarbeit von SNJ-Pädagogen am Herrenberger Programm und ein 24-stündiger Besuch auf dem Militärgelände seien "Garantie genug", um ideologisch einseitige oder kriegsverherrlichende Darstellungen der Armee auszuschließen.

Offenbar war den SNJ-MitarbeiterInnen jedoch ein wichtiges Detail im Programm entgangen:

Dass Minderjährige mit Luftgewehren Schießübungen absolvieren können, findet auch die für eine "nicht-dirigistische Jugendpolitik" plädierende Ministerin bedenklich.

Jacobs will nun als Reaktion auf kritische Stimmen die neue Teamarbeit von Jugendministerium und Militär evaluieren und die Adventure-Veranstaltung noch einmal auf "erzieherische Tauglichkeit" überprüfen - im Herbst, wenn der Militärspaß vorbei ist.

Die Chancen, dass es im nächsten Sommer zu einer Neuauflage kommt, stehen gut. Ist doch von der Armee selbst zu vernehmen, bei dem Camp gehe es nicht darum, junge Menschen anzuwerben. Es handele sich vielmehr um ein "Angebot der Freizeitgestaltung mit Informationscharakter".

Eine weitere Aussage des Armee- Pressebeauftragten, Lieutenant-Colonel Duschene, lässt jedoch einen Blick hinter die Freizeit-Tarnung zu. Auf die Nachfrage der WOXX, ob auf dem Camp auch die lebensbedrohlichen Aspekte eines Soldatenlebens thematisiert werden, antwortet dieser unmissverständlich: "Dass wir unsere positiven Seiten zeigen, ist doch verständlich. Eine Firma, die rekrutieren will, zeigt ja auch nicht denjenigen, der sich mit der Kreissäge in die Hand sägt."